

LIVRET D'ACCUEIL



" Les Lavandières "

64, rue de l'Église

85 500 Saint-Paul-en-Pareds

☎ 02-51-92-29-29

@ marpaleslavandieres@orange.fr

SOMMAIRE

- ❖ LA SITUATION GÉOGRAPHIQUE ET LOCALE
- ❖ LE CONCEPT MARPA
- ❖ LES ESPACES DE VIE
- ❖ LES EXTÉRIEURS DE LA MARPA
- ❖ LES REPAS
- ❖ LA SÉCURITÉ ET LA SANTÉ
- ❖ LE LINGE
- ❖ LES ANIMATIONS

CHARTRE DES DROITS ET LIBERTÉS DE LA PERSONNE
ACCUEILLIE

LA SITUATION GÉOGRAPHIQUE ET LOCALE

La résidence « Les Lavandières », implantée au cœur de la nouvelle cité des Lavandières, accueille ses locataires de St-Paul et des environs.

La commune est dotée d'un patrimoine architectural, le château et l'Église autour de laquelle s'est développé le bourg. La commune accueille différents commerces (une boulangerie, un salon esthétique, un salon de coiffure...), des artisans (maçon, peintre, chauffagiste...) et des équipements et services communs (stade, mairie, école, accueil périscolaire, cimetière...).

La MARPA a pour objectifs d'offrir « une nouvelle façon de vivre chez soi » afin de rompre l'isolement et être en sécurité, de rester proche de sa famille et de ses amis et participer à la vie communale



LE CONCEPT MARPA

La Marpa offre un cadre de vie à taille humaine, dans laquelle tout est mis en œuvre pour permettre au résident de retrouver facilement ses repères tant spatiaux que temporels.

Le sentiment de rupture lié à l'entrée en établissement peut être atténué et le risque de « déprise » qu'il entraîne évité.

La MARPA se doit d'accompagner globalement et individuellement le résident tant sur les aspects sociaux que sanitaire et prendre en considération tous les aspects de la vie de la personne.

Dans l'objectif de prévenir la dépendance, la structure apporte une aide à la vie quotidienne, « prenant soin » sans donner de soins.

La préservation de l'autonomie se fait en luttant contre les pertes d'usages, par une stimulation dans la vie quotidienne, et une incitation à participer à la vie de la maison. Permettre la poursuite des activités antérieures, tant sociales que culturelles, manuelles qu'intellectuelles, proposer des activités stimulant les capacités physiques, sont aussi des moyens mise en œuvre dans ce but.

Dans le cadre de l'accompagnement du résident, et notamment de son suivi santé, la Marpa assure une mission de coordination et d'organisation des interventions externes des professionnels de santé afin d'en assurer le suivi et la continuité.

Le nombre restreint de résidents favorise un style de vie familial, dans le souci du respect et de la liberté de chacun.

LES ESPACES DE VIE

« UN PETIT CHEZ SOI »

Chaque résident est locataire de son appartement, il le décore et l'aménage avec ses meubles, ses bibelots, ses photos,...

Il recrée ainsi son cadre de vie et en assure l'entretien selon ses possibilités.

Chaque studio comporte un espace séparé du coin chambre et est équipé d'une kitchenette, salle de bains, placards... Une sortie indépendante vers l'extérieur, permet de recevoir sa famille en toute liberté.

« UN GRAND CHEZ NOUS »

Dans l'espace de vie collectif, on retrouve un hall d'accueil spacieux, un salon, une tisanerie avec une télévision, la salle à manger et un espace pour les Résidents et leur famille



LES EXTÉRIEURS DE LA MARPA

JARDIN COMMUN

La salle à manger donne accès, de plein pied, à une grande terrasse. Celle-ci permet à tous, aux beaux jours, de s'y installer paisiblement. Le patio du jardin favorise les promenades des résidents.

Les parterres proches des terrasses des appartements sont fleuris par les résidents. Aux beaux jours, ils récoltent ainsi leurs fruits et légumes, afin de s'en servir pour les repas collectifs.

TERRASSE PRIVATIVE

Chaque appartement bénéficie d'une terrasse aménagée au gré des envies du résident.



LES REPAS

Servis dans une ambiance conviviale, les repas sont variés et cuisinés traditionnellement.

Aucun repas n'est obligatoire, les résidents doivent prévenir préalablement en cas d'absence ; cela permet au résident de manger chez lui ou à l'extérieur.

Chacun a le droit de préparer son petit déjeuner et son dîner dans son appartement ou de le prendre en salle à manger.



LA SÉCURITÉ ET LA SANTÉ

La sécurité est assurée 24 heures sur 24 par un système de téléassistance car la MARPA n'est pas un établissement médicalisé. Mais les agents polyvalents sont disponibles 24h/24h pour répondre aux besoins des résidents et les accompagner au quotidien.

Les agents polyvalents de la M.A.R.P.A. sont présents de 6h à 22h pour accompagner les résidents dans les gestes de la vie quotidienne. Les agents encouragent les résidents à effectuer des tâches simples dans l'objectif de préserver leur autonomie.

L'équipe assure un accompagnement personnalisé auprès des résidents.

La résidence n'est pas médicalisée, ainsi, chaque résident conserve son suivi médical par son médecin traitant, son infirmier, et/ou son kinésithérapeute.



LE LINGE

Le linge personnel des résidents peut être entretenu par les professionnels de la MARPA. Une organisation quotidienne à été mise en place afin que chaque résident se repère.

Toutefois, le résident peut faire le choix d'entretenir son linge lui-même, ou bien de le confier à sa famille.



LES ANIMATIONS

L'animation se fait principalement au quotidien dans tous les actes de la vie courante. Chacun peut participer selon ses envies et ses possibilités (aide à la préparation des repas, mise en place du couvert, rangement de la vaisselle, balayage...entretien des plantes vertes, de son jardin personnel...).

TOUTES LES SEMAINES

- Gym douce
- Jeux de cartes
- Jeux de mémoire
- Bricolage



TOUT AU LONG DE L'ANNÉE

- Fêtes et anniversaires
- Sorties diverses (restaurant, visite d'autres résidences...)
- Pique-nique
- Temps intergénérationnels (école, centre maternel...)
- Loto de la MARPA



Au sein de la MARPA, il n'y a pas d'animation organisée tous les jours, pour permettre aux résidents de garder leurs habitudes et leurs sorties, loisirs habituels, quotidiens.

CHARTRE DES DROITS ET LIBERTÉS DE LA PERSONNE ACCUEILLIE

Article 1^{er}

↳ Principe de non discrimination

- Dans le respect des conditions particulières de prise en charge et d'accompagnement, prévues par la loi, nul ne peut faire l'objet d'une discrimination en raison de son origine, notamment ethnique, ou sociale, de son apparence physique, de ses caractéristiques génétiques, de son orientation sexuelle, de son handicap, de son âge, de ses opinions et convictions, notamment politiques ou religieuses, lors d'une prise en charge ou d'un accompagnement, social ou médico-social.

Article 2

↳ Droit à une prise en charge ou à un accompagnement adapté

- La personne doit se voir proposer une prise en charge ou un accompagnement, individualisé et le plus adapté possible à ses besoins, dans la continuité des interventions

Article 3

↳ Droit à l'information

- La personne bénéficiaire de prestations ou de services a droit à une information claire, compréhensible et adaptée sur la prise en charge et l'accompagnement demandé ou dont elle bénéficie ainsi que sur ses droits et sur l'organisation et le fonctionnement de l'établissement, du service ou de la forme de prise en charge ou d'accompagnement. La personne doit également être informée sur les associations d'usagers oeuvrant dans le même domaine.

- La personne a accès aux informations la concernant dans les conditions prévues par la loi ou la réglementation. La communication de ces informations ou documents par les personnes habilitées à les communiquer en vertu de la loi s'effectue avec un accompagnement adapté de nature psychologique, médicale, thérapeutique ou socio-éducative.

Article 4

↳ Principe du libre choix du consentement éclairé et de la participation de la personne

Dans le respect des dispositions légales, des décisions de justice ou des mesures de protection judiciaire ainsi que des décisions d'orientation :

1 la personne dispose du libre choix entre les prestations adaptées qui lui sont offertes soit dans le cadre d'un service à son domicile, soit dans le cadre de son admission dans un établissement ou service, soit dans tout cadre d'accompagnement ou de prise en charge :

2 Le consentement éclairé de la personne doit être recherché en l'informant, par tous les moyens adaptés à sa situation, des conditions et conséquences de la prise en charge et de l'accompagnement et en veillant à sa compréhension.

3 Le droit à la participation directe, ou avec l'aide de son représentant légal, à la conception et à la mise en œuvre du projet d'accueil et d'accompagnement qui la concerne lui est garanti.

Lorsque l'expression par la personne d'un choix ou d'un consentement éclairé n'est pas possible en raison de son âge, ce choix ou ce consentement est exercé par sa famille ou le représentant légal auprès de l'établissement, du service ou dans le cadre des autres formes de prise en charge et d'accompagnement. Ce choix ou ce consentement est également effectué par le représentant légal lorsque l'état de la personne ne lui permet pas de l'exercer directement.

Pour ce qui concerne les prestations de soins délivrées par les établissements ou services médico-sociaux, la personne bénéficie des conditions d'expression et de représentation qui figure au code de la santé publique.

La personne peut être accompagnée de la personne de son choix lors des démarches nécessitées par la prise en charge ou l'accompagnement.

Article 5

↳ Droit à la renonciation

- La personne peut à tout moment renoncer par écrit aux prestations dont elle bénéficie ou en demander le changement dans les conditions de capacités, d'écoute et d'expression ainsi que de communication prévues par la présente charte, dans le respect des décisions de justice ou mesures de protection judiciaire, des décisions d'orientation et des procédures de révision existantes en ces domaines

Article 6

↳ Droit au respect des liens familiaux

- La prise en charge ou l'accompagnement doit favoriser le maintien des liens familiaux et tendre à éviter la séparation des familles ou des fratries prises en charge, dans le respect des souhaits de la personne, de la nature de la prestation dont elle bénéficie et des décisions de justice. En particulier, les établissements et les services assurant l'accueil et la prise en charge ou l'accompagnement des mineurs, des jeunes majeurs ou des personnes et familles en difficultés ou en situation de détresse prennent, en relation avec les autorités publiques compétentes et les autres intervenants, toutes mesures utiles à cette fin.

- Dans le respect du projet d'accueil et d'accompagnement individualisé et du souhait de la personne, la participation de la famille aux activités de la vie quotidienne est favorisée.

Article 7

↳ Droit à la protection

- Il est garanti à la personne comme à ses représentants légaux et à sa famille, par l'ensemble des personnels ou personne réalisant une prise en charge ou un accompagnement, le respect de la confidentialité des informations la concernant dans le cadre des lois existantes. Il lui est également garanti le droit à la protection, le droit à la sécurité, y compris sanitaire et alimentaire, le droit à la santé et aux soins, le droit à un suivi médical adapté.

Article 8

↳ Droit à l'autonomie

- Dans les limites définies dans le cadre de la réalisation de sa prise en charge ou de son accompagnement et sous réserve des décisions de justice, des obligations contractuelles ou liées à la prestation dont elle bénéficie et des mesures de tutelle ou de curatelle renforcée,

il est garanti à la personne la possibilité de circuler librement. A cet égard, les relations avec la société, les visites dans l'institution, à l'extérieur de celle-ci, sont favorisées.

- Dans les mêmes limites et sous les mêmes réserves, la personne résidente peut, pendant la durée de son séjour, conserver des biens, effets et objets personnels et lorsqu'elle est majeure, disposer de son patrimoine et de ses revenus.

Article 9

↳ Principe de prévention et de soutien

- Les conséquences affectives et sociales qui peuvent résulter de la prise en charge ou de l'accompagnement doivent être prises en considération. Il doit en être tenu compte dans les objectifs individuels de prise en charge et d'accompagnement.

- Le rôle des familles, des représentants légaux ou des proches qui entourent de leurs soins la personne accueillie doit être facilité avec son accord par l'institution, dans le respect du projet d'accueil et d'accompagnement individualisé et des décisions de justice.

- Les moments de fin de vie doivent faire l'objet de soins, d'assistance et de soutiens adaptés dans le respect des pratiques religieuses ou confessionnelles et convictions tant de la personne que de ses proches ou représentants.

Article 10

↳ Droit à l'exercice des droits civiques attribués à la personne accueillie

- L'exercice effectif de la totalité des droits civiques attribués aux personnes accueillies et des libertés individuelles est facilité par l'institution, qui prend à cet effet toutes mesures utiles dans le respect, si nécessaire, des décisions de justice.

Article 11

↳ Droit à la pratique religieuse

- Les conditions de la pratique religieuse, y compris la visite de représentants des différentes confessions, doivent être facilitées, sans que celles-ci puissent faire obstacle aux missions des établissements ou services. Les personnels et les bénéficiaires s'obligent à un respect mutuel des croyances, convictions et opinions. Ce droit à la pratique religieuse